



#Opinion en direct

Les Français et la réforme du droit du travail

Sondage ELABE pour BFMTV
28 juin 2017

—
ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour BFM TV.

Interrogation

➤ Echantillon de **1 000** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

➤ La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

➤ Interrogation par Internet les **27 et 28 juin 2017**.



Note sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5%	+/- 1.4	3.6 et 6.4
10%	+/- 1.9	8.1 et 11.9
15%	+/- 2.2	12.8 et 17.2
20%	+/- 2.5	17.5 et 22.5
25%	+/- 2.7	22.3 et 27.7
30%	+/- 2.8	27.2 et 32.8
35%	+/- 3	32 et 38
40%	+/- 3	37 et 43
45%	+/- 3.1	41.9 et 48.1
50%	+/- 3.1	46.9 et 53.1
55%	+/- 3.1	51.9 et 58.1
60%	+/- 3	57 et 63
65%	+/- 3	62 et 68
70%	+/- 2.8	67.2 et 72.8
75%	+/- 2.7	72.3 et 77.7
80%	+/- 2.5	77.5 et 82.5
85%	+/- 2.2	82.8 et 87.2
90%	+/- 1.9	88.1 et 91.9
95%	+/- 1.4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25 %**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3 %** et **27,7 %**.



Principaux enseignements

> 61% des Français se disent inquiets de la volonté d'Emmanuel Macron et du gouvernement d'Edouard Philippe de réformer le droit du travail.

29% se disent confiants, et 10% expriment de l'indifférence. L'inquiétude est majoritaire et large auprès de l'ensemble des catégories de population, et notamment auprès des catégories sociales moyennes (67%) et populaires (72%).

En revanche, d'un point de vue politique, 67% des électeurs de 1^{er} tour d'Emmanuel Macron se disent confiants. Les électeurs de François Fillon sont plus partagés (50% se disent confiants et 43% inquiets), alors que les ceux de Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen expriment très largement leur inquiétude (75% à 82%).

> La fusion des institutions représentatives du personnel et le référendum d'entreprise ont l'assentiment de deux Français sur trois ; le plafonnement des indemnités prud'homales reçoit un accueil défavorable.

Invités à se prononcer sur six mesures évoquées pour réformer le droit du travail, les Français se prononcent favorablement sur **la fusion des institutions représentatives du personnel en une seule entité (65%)** et **la possibilité pour l'employeur d'organiser un « référendum d'entreprise » en cas d'accord signé par des syndicats représentant entre 30% et 50% des salariés (64%)**.

L'assouplissement de la réglementation du recours au CDD et à l'intérim par des accords de branches (55%), la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche (53%) et **la généralisation des contrats de projet (52%)** obtiennent un accueil plus mitigé avec un courte majorité d'avis favorables.

Enfin, **le plafonnement des indemnités prud'homales dues par l'employeur en cas de licenciement abusif est majoritairement rejeté** par les Français (**61% y sont opposés**, dont 29% « tout à fait opposé »).

De manière générale, les retraités se montrent les plus favorables, alors que les actifs, et notamment les catégories moyennes et populaires sont les catégories de population les plus opposées à l'ensemble de ces mesures.

D'un point de vue politique, le clivage est assez net : les électeurs de 1^{er} tour d'Emmanuel Macron et François Fillon se montrent les plus favorables à ces mesures (respectivement 74% à 90% et 64% à 84% d'avis favorables selon les mesures), hormis le plafonnement des indemnités prud'homales qui ne recueille « que » 57% chez les électeurs d'Emmanuel Macron et 48% chez ceux de François Fillon.

Les électeurs de Benoît Hamon, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont quant à eux largement opposés à ces mesures (53% à 78% d'opposition selon les mesures et l'électorat), hormis le référendum d'entreprise qui obtient une courte majorité d'avis favorables parmi ces trois électeurs, ainsi que la fusion des instances représentatives auprès des électeurs de Benoît Hamon et Marine Le Pen.

Principaux enseignements

> 58% des Français se disent opposés à l'utilisation des ordonnances pour réformer le droit du travail.

En effet, 32% y sont « plutôt opposé » et 26% « tout à fait opposé ». A l'inverse, 42% expriment un avis favorable, dont 11% « tout à fait favorable ».

L'ensemble des catégories de population se montrent majoritairement opposées à l'utilisation des ordonnances, même si les cadres et les retraités sont plus partagés : 53% d'entre eux y sont favorables, 47% y sont opposés. En revanche, les catégories sociales moyennes (61%) et populaires (60%) expriment un avis largement défavorable.

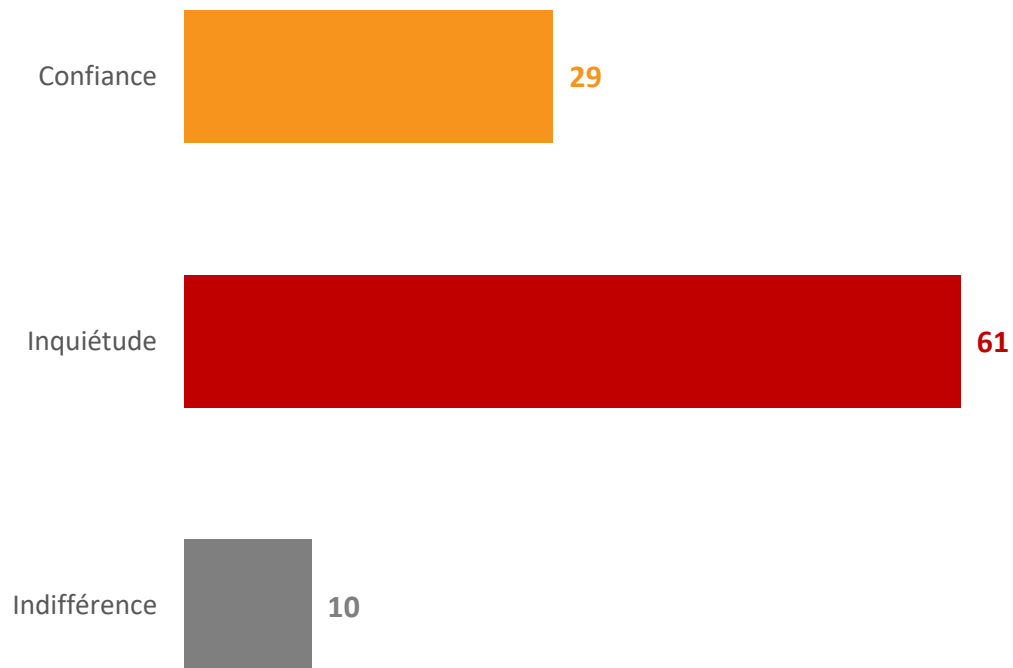
D'un point de vue politique, ce sont **les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle et ceux de François Fillon qui apparaissent comme les plus favorables** : respectivement 75% et 61. Alors que **les électeurs de Marine Le Pen (77%), Jean-Luc Mélenchon (77%) et Benoît Hamon (70%) y sont très largement opposés.**



61% des Français se disent inquiets de la volonté d'Emmanuel Macron et du gouvernement d'Edouard Philippe de réformer le droit du travail.

Question : Vous savez qu'Emmanuel Macron et le gouvernement d'Edouard Philippe souhaitent réformer le droit du travail. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

En %



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

En %	Total	Confiance	Inquiétude	Indifférence	Sans opinion
Ensemble	100	29	61	10	<1
SEXE DU REpondANT					
Homme	100	36	55	9	0
Femme	100	23	66	11	0
AGE DU REpondANT					
18-24 ans	100	21	60	19	0
25-34 ans	100	26	65	8	1
35-49 ans	100	22	69	9	0
50-64 ans	100	31	63	6	0
65 ans et plus	100	39	49	12	0
PROFESSION DU REpondANT					
Actifs	100	26	66	8	0
Artisan, commerçant (*)	100	55	34	11	0
CSP+	100	30	63	6	1
Cadre, profession intellectuelle sup.	100	38	57	4	1
Profession intermédiaire	100	25	67	8	0
CSP-	100	19	72	9	0
Employé	100	16	71	13	0
Ouvrier	100	23	73	4	0
Inactifs	100	33	54	13	0
Retraité	100	38	50	12	0
Autre Inactif	100	21	64	15	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	100	28	62	10	0
Communes urbaines de province	100	28	63	9	0
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	100	26	66	8	0
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	100	26	66	8	0
100.000 hab. et plus	100	31	58	11	0
Agglomération parisienne	100	32	55	13	0
REGION DE RESIDENCE (UDA5)					
Région parisienne	100	33	54	13	0
Province	100	28	63	9	0
Nord-est	100	28	65	7	0
Nord-ouest	100	31	60	9	0
Sud-ouest	100	30	63	7	0
Sud-est	100	25	61	13	1

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

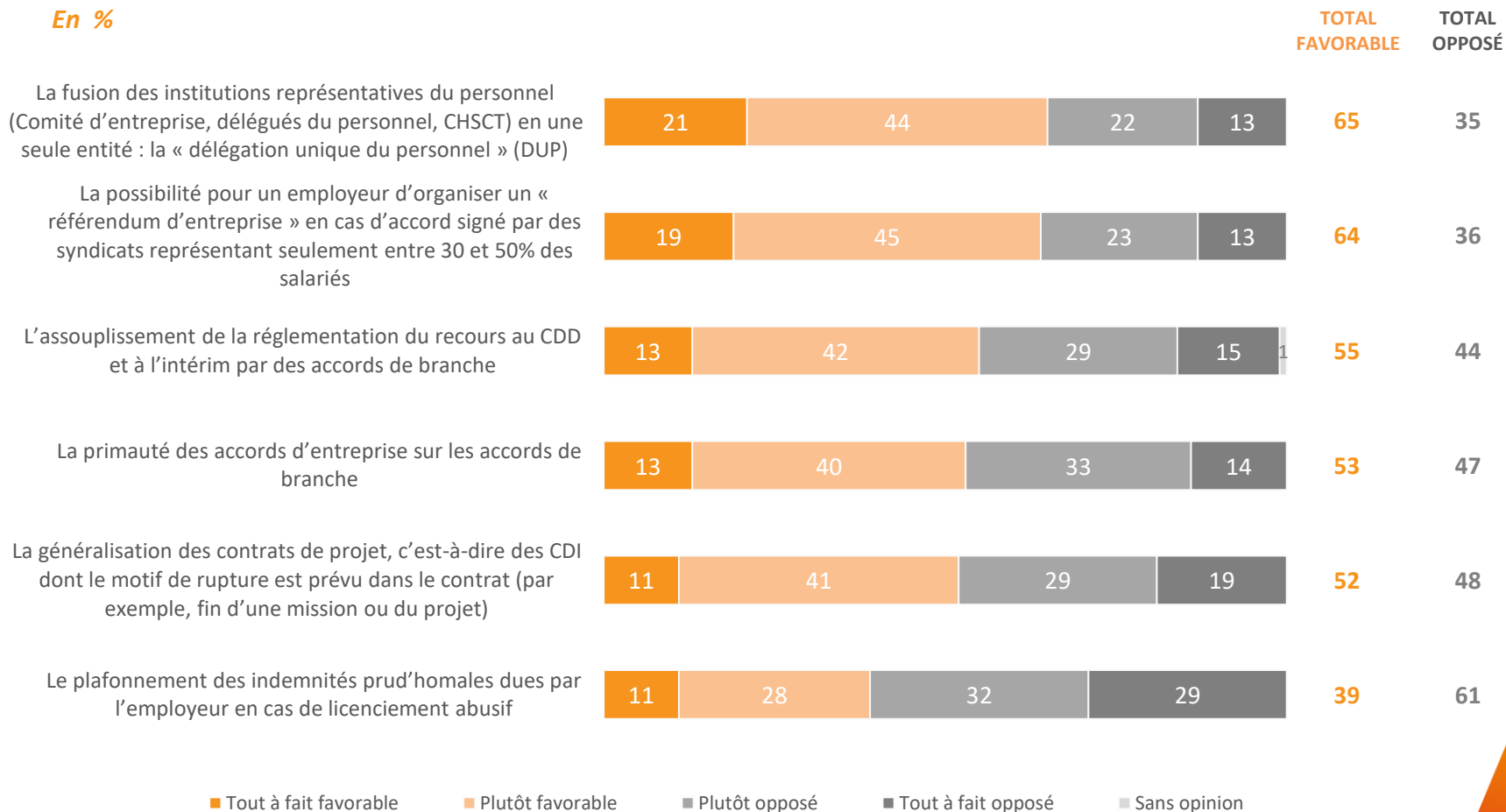
	Total	Confiance	Inquiétude	Indifférence	Sans opinion
Ensemble	100	29	61	10	<1
PREFERENCE PARTISANE					
TOTAL GAUCHE	100	22	71	6	1
Gauche non socialiste	100	19	73	7	1
Parti Socialiste / PRG	100	26	68	6	0
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	100	78	17	5	0
La République en Marche !	100	81	14	5	0
MoDem (*)	100	62	36	2	0
TOTAL DROITE	100	45	47	8	0
Les Républicains	100	45	45	10	0
Front National	100	8	84	8	0
Sans préférence partisane	100	13	70	17	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)					
Jean-Luc MELENCHON	100	13	81	5	1
Benoît HAMON (*)	100	16	75	8	1
Emmanuel MACRON	100	67	25	8	0
François FILLON	100	50	43	7	0
Marine LE PEN	100	8	82	10	0
Abstention, vote blanc ou nul	100	15	72	13	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)					
Emmanuel MACRON	100	53	40	7	0
Marine LE PEN	100	11	82	7	0
Abstention, vote blanc ou nul	100	12	75	13	0

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

La fusion des institutions représentatives du personnel et le « référendum d'entreprise » ont l'assentiment de deux Français sur trois ; le plafonnement des indemnités prud'homales reçoit un accueil défavorable.

Question : Voici les principales mesures évoquées pour réformer le droit du travail. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En %



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

En % TOTAL FAVORABLE	La fusion des institutions représentatives du personnel en une seule entité : la délégation unique du personnel	La possibilité pour un employeur d'organiser un « référendum d'entreprise »	L'assouplissement de la réglementation du recours au CDD et à l'intérim par des accords de branche	La primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche	La généralisation des contrats de projet, c'est-à-dire des CDI dont le motif de rupture est prévu dans le contrat	Le plafonnement des indemnités prud'homales dues par l'employeur en cas de licenciement abusif
Ensemble	65	64	55	53	52	39
SEXE DU REpondANT						
Homme	66	66	55	56	53	40
Femme	64	62	56	50	50	38
AGE DU REpondANT						
18-24 ans	50	57	53	42	56	42
25-34 ans	63	59	53	52	46	38
35-49 ans	64	66	55	50	45	34
50-64 ans	66	57	49	49	52	31
65 ans et plus	72	75	65	65	60	51
PROFESSION DU REpondANT						
Actifs	65	62	54	50	48	35
Artisan, commerçant (*)	79	77	80	74	80	61
CSP+	70	61	50	48	47	31
Cadre, profession intellectuelle supérieure	79	66	55	57	56	39
Profession intermédiaire	65	59	47	43	41	27
CSP-	58	60	53	48	44	35
Employé	58	57	54	46	47	37
Ouvrier	59	64	51	51	40	32
Inactifs	64	67	58	56	57	44
Retraité	72	74	63	63	58	47
Autre Inactif	47	50	45	40	54	39
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	67	63	57	49	53	38
Communes urbaines de province	64	65	54	53	51	40
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	61	65	51	46	46	34
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	69	64	56	62	51	50
100.000 hab. et plus	63	66	56	53	54	38
Agglomération parisienne	62	59	57	57	51	38
REGION DE RESIDENCE (UDA5)						
Région parisienne	63	59	57	56	51	38
Province	65	65	55	52	52	39
Nord-est	63	65	53	54	48	42
Nord-ouest	61	66	54	48	50	38
Sud-ouest	69	58	57	54	57	44
Sud-est	69	66	57	52	55	36

résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effets de pondération

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

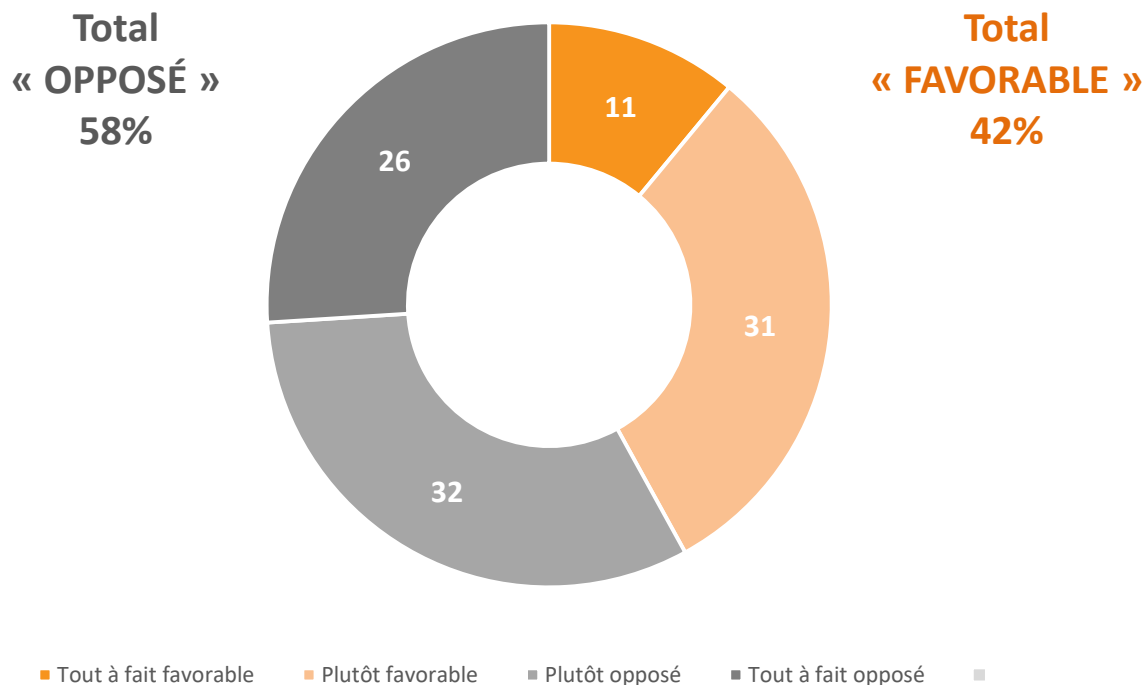
En % TOTAL FAVORABLE	La fusion des institutions représentatives du personnel en une seule entité : la « délégation unique du personnel »	La possibilité pour un employeur d'organiser un « référendum d'entreprise »	L'assouplissement de la réglementation du recours au CDD et à l'intérim par des accords de branche	La primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche	La généralisation des contrats de projet, c'est-à-dire des CDI dont le motif de rupture est prévu dans le contrat	Le plafonnement des indemnités prud'homales dues par l'employeur en cas de licenciement abusif
Ensemble	65	64	55	53	52	39
PREFERENCE PARTISANE						
TOTAL GAUCHE	56	56	37	40	42	26
Gauche non socialiste	46	52	32	34	36	23
Parti Socialiste / PRG	74	64	48	50	52	32
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	94	85	88	88	84	65
La République en Marche !	95	86	90	91	84	68
MoDem (*)	90	73	74	69	79	48
TOTAL DROITE	75	80	69	64	63	45
Les Républicains	74	82	73	66	64	49
Front National	56	53	44	44	38	35
Sans préférence partisane	55	54	50	44	44	34
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)						
Jean-Luc MELENCHON	45	51	32	35	35	26
Benoît HAMON	72	54	40	39	46	21
Emmanuel MACRON	90	86	80	79	74	57
François FILLON	80	84	74	67	64	48
Marine LE PEN	53	52	46	46	38	28
Abstention, vote blanc ou nul	54	50	47	41	45	39
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)						
Emmanuel MACRON	80	76	67	64	64	49
Marine LE PEN	50	53	44	45	37	29
Abstention, vote blanc ou nul	56	55	47	43	45	33

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

58% des Français se disent opposés à l'utilisation des ordonnances pour réformer le droit du travail.

Question : Emmanuel Macron et le Gouvernement d'Edouard Philippe ont annoncé leur intention de légiférer par ordonnances pour réformer le droit de travail. Ce principe consiste à ce que le Parlement français transfère ses pouvoirs au gouvernement, par un vote de l'Assemblée Nationale et du Sénat d'une « loi d'habilitation » afin de déléguer leur pouvoir dans un domaine précis et pour une durée de 6 mois, sans pouvoir modifier ni discuter les mesures proposées. Les ordonnances doivent ensuite être ratifiées par un vote du Parlement. Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'utilisation des ordonnances pour réformer le droit du travail ?

En %



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

	Total	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	Sans opinion	TOTAL FAVORABLE	TOTAL OPPOSÉ
Ensemble	100	11	31	32	26	<1	42	58
SEXE DU REpondANT								
Homme	100	17	29	27	27	0	46	54
Femme	100	7	33	35	24	1	40	59
AGE DU REpondANT								
18-24 ans	100	9	27	36	27	1	36	63
25-34 ans	100	10	37	32	20	1	47	52
35-49 ans	100	11	29	30	30	0	40	60
50-64 ans	100	12	27	33	27	1	39	60
65 ans et plus	100	13	34	30	23	0	47	53
PROFESSION DU REpondANT								
Actifs	100	12	30	33	25	0	42	58
Artisan, commerçant (*)	100	25	34	24	17	0	59	41
CSP+	100	13	30	31	26	0	43	57
Cadre, profession intellectuelle supérieure	100	18	29	29	24	0	47	53
Profession intermédiaire	100	9	30	33	28	0	39	61
CSP-	100	10	29	35	25	1	39	60
Employé	100	11	31	31	26	1	42	57
Ouvrier	100	9	26	42	23	0	35	65
Inactifs	100	10	32	30	27	1	42	57
Retraité	100	12	35	31	22	0	47	53
Autre Inactif	100	7	28	27	37	1	35	64
CATEGORIE D'AGGLOMERATION								
Communes rurales	100	13	29	31	27	0	42	58
Communes urbaines de province	100	11	32	31	26	0	43	57
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	100	8	28	38	25	1	36	63
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	100	12	36	28	24	0	48	52
100.000 hab. et plus	100	12	33	28	27	0	45	55
Agglomération parisienne	100	12	28	37	22	1	40	59
REGION DE RESIDENCE (UDA5)								
Région parisienne	100	11	29	37	22	1	40	59
Province	100	11	31	32	26	0	42	58
Nord-est	100	13	29	32	26	0	42	58
Nord-ouest	100	9	37	32	22	0	46	54
Sud-ouest	100	7	31	33	29	0	38	62
Sud-est	100	14	29	27	30	0	43	57

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

	Total	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	Sans opinion	TOTAL FAVORABLE	TOTAL OPPOSÉ
Ensemble	100	11	31	32	26	<1	42	58
PREFERENCE PARTISANE								
TOTAL GAUCHE	100	4	25	34	37	0	29	71
Gauche non socialiste	100	3	20	32	45	0	23	77
Parti Socialiste / PRG	100	5	35	37	23	0	40	60
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	100	36	50	12	2	0	86	14
La République en Marche !	100	39	48	11	2	0	87	13
MoDem (*)	100	17	61	19	3	0	78	22
TOTAL DROITE	100	18	36	27	19	0	54	46
Les Républicains	100	20	37	26	17	0	57	43
Front National	100	5	18	37	39	1	23	76
Sans préférence partisane	100	5	29	39	26	1	34	65
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (1ER TOUR)								
Jean-Luc MELENCHON	100	4	19	32	45	0	23	77
Benoît HAMON	100	2	27	41	29	1	29	70
Emmanuel MACRON	100	28	47	18	6	1	75	24
François FILLON	100	19	42	23	16	0	61	39
Marine LE PEN	100	5	17	37	40	1	22	77
Abstention, vote blanc ou nul	100	4	29	40	27	0	33	67
VOTE PRESIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)								
Emmanuel MACRON	100	19	42	26	12	1	61	38
Marine LE PEN	100	6	17	36	40	1	23	76
Abstention, vote blanc ou nul	100	6	25	34	35	0	31	69

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

#Opinion en direct

CONTACT

Yves-Marie CANN – Directeur des études politiques
yves-marie.cann@elabe.fr / @yvesmariecann

—

14 place Marie-Jeanne Bassot
92300 Levallois / Fr
Tél. +33 (0)1 45 63 74 52
@elabe_fr
www.elabe.fr

—

ELABE

